



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Engie Green Cabalas

Parc d'activités Millénaire II
Le Triade II - 215 rue Samuel Morse
34000 Montpellier

Références : -

Code AIOT : 0006605587

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement Engie Green Cabalas implanté Lieu-dit Plateau de Cabalas 34650 Joncels. L'inspection a été annoncée le 13/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Engie Green Cabalas
- Lieu-dit Plateau de Cabalas 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien « Plateau de Cabalas » se situe au lieu-dit « Plateau de Cabalas » sur le territoire de la commune de Joncels dans le département de L'Hérault au niveau du plateau de l'Escandorgue. Il se compose de 13 aérogénérateurs de puissance unitaire de 2,3 MW, soit 29,9 MW au total.

Le parc a été mis en service le 19/12/2017 en 3 tranches :

- 5 éoliennes (E5 à E9) mises en service début 2018 (tranche 1 - Cabalas centre)
- 4 éoliennes (E10 à E13) mises en service début 2019 (tranche 2 - Cabalas ouest)
- 4 éoliennes (E1 à E4) mises en service en mars 2020 (tranche 3 - Cabalas est)

Par ailleurs, des actions d'ouverture de milieux ont eu lieu durant l'hiver 2019/2020.

Le parc dispose d'un permis de construire (PC) délivré, par arrêté préfectoral du 13/11/07 modifié par arrêté du 29/07/16. En outre, un arrêté du 13/11/13 et un arrêté du 22/04/14 sont venus encadrer respectivement le défrichement et le déboisement, pour la construction du parc. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant bénéficie du droit d'antériorité pour l'exploitation des éoliennes du parc en application de l'article L513-1 du code de l'environnement. Ce parc éolien est soumis à autorisation conformément à la rubrique de la nomenclature 2980-1. Des prescriptions complémentaires encadrant le fonctionnement du parc ont été prises par l'arrêté préfectoral n°2014-I-1276 du 18/07/14.

Suite à l'inspection réalisée en 2022, un arrêté de mise en demeure a été pris le 8 février 2023 pour non-respect des dispositions des articles 2.1.2 (systèmes efficaces de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble du parc éolien et adapté au vol et au gabarit de l'aigle royal), 2.1.3 (bilan annuel spécifique de l'Aigle royal) et 2.3 (plan de gestion et de suivi) de l'arrêté préfectoral n°2014-I-1276 du 18 juillet 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Mise en demeure, déchets	12 mois
6	OREOL et affichage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Aigle royal	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,3	Levée de mise en demeure
3	Mesures d'accompagnement - gestion des milieux	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ouverts		
4	SDA	Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,2	Sans objet
7	Voie d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
8	Accès à l'intérieur des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
9	Intérieur éolienne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Extincteur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien de Cabalas continue d'avoir un impact important sur les espèces et nécessite d'une part un renforcement du bridage pour les chiroptères et d'autre part la poursuite des suivis jusqu'au moins en 2027 inclus.

Par ailleurs, la gestion des déchets n'est pas conforme à la réglementation et un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>/.../ l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, /.../ les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis /.../</p> <p>Lors de l'inspection du site de 2024, les demandes suivantes ont été faites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prochains suivis devront être complets (suivi hivernal inclus). Ils devront être réalisés au moins jusqu'en 2026/2027 ; - la fréquence de passage doit être précisément justifiée sur la base du taux de disparition des cadavres (le niveau de prédation sur le parc est très fort, qu'importe la période de l'année, ainsi les cadavres peuvent ne rester qu'un jour voire moins sur site) ; - Au plan statistique, un traitement différencié doit être appliqué sur les suivis "hivernaux" avec 1 passage/semaine par rapport aux suivis avec 2 passages/semaine du reste de l'année, avant de refaire une synthèse annuelle (ne pas faire une moyenne annuelle de la fréquence de passage appliquée uniformément à toutes les périodes qui biaiserait les résultats) ; <p>Lors de l'inspection de 2024 il avait été conclu : en raison de la mortalité constatée (avifaune et chiroptères), il est attendu des mesures correctives concrètes permettant une diminution de</p>

cette mortalité.

Constats :

Des suivis environnementaux ont été réalisés tous les ans depuis la mise en service industrielle du parc.

04/2018 - 10/2018 : 46 passages sous les éoliennes en exploitation (Cabalas Centre)

05/2018 - 10/2019 : 39 passages sous les 9 éoliennes en exploitation (Cabalas Centre et Ouest)

03/2020 - 12/2020 : 68 passages sous les 13 éoliennes (Cabalas Centre, Ouest et Est)

04/2021 - 12/2021 : 49 passages sous les 13 éoliennes (Cabalas Centre, Ouest et Est)

05/2022 - 10/2022 : 30 passages sous les 5 éoliennes des Cabalas Est

01/2023 - 12/2023 : 86 passages sous les 13 éoliennes

Les différents suivis (mortalités, activité chiroptères) réalisés en 2023 ont été transmis à l'inspection des installations classées. Le rapport de suivi d'activités des chiroptères montre une forte activité sur le site : il semble être principalement utilisé comme zone de chasse et de chasse/transit notamment par des espèces de chauves-souris de lisière et de haut-vol. Le site présente un enjeu globalement notable pour les chiroptères, notamment sur la période de juin à octobre et principalement pour la Noctule de Leisler, la Pipistrelle commune, la Pipistrelle de Kuhl et le Vespère de Savi.

En 2023, pour le suivi des mortalités, 86 passages de recherche de cadavres ont été réalisés du 04/01/2023 au 22/12/2023 avec une pression de recherche de 1 passage par semaine de novembre à février et 2 passages par semaines de mars à octobre avec un intervalle de 3 à 4 jours. L'exploitant a donc bien intégré les demandes de l'inspection des installations classées (IIC) de 2024 de justification des fréquences de passage et de renforcement des suivis en hiver.

Au plan statistique, le traitement différencié entre suivis "hivernaux" avec 1 passage/semaine par rapport aux suivis avec 2 passages/semaine du reste de l'année n'a pas pu être fait en 2023, mais sera appliqué pour le suivi 2024.

On constate que, dans la continuité des années précédentes, une mortalité importante l'avifaune et pour les chiroptères : 19 individus tués (13 oiseaux, 6 chauves-souris) sur l'année 2023 au pied des 13 éoliennes. On peut citer en particulier la mortalité d'un Minioptère de Schreibers, qui présente un statut vulnérable sur les listes rouges française et mondiale.

L'évolution des mortalités depuis 2018 est la suivante :

2018 : 4 oiseaux et 90 chauve-souris

2019 : 19 oiseaux et 62 chauve-souris

2020 : 27 oiseaux et 3 chauve-souris

2021 : 27 oiseaux et 10 chauve-souris

2022 : 10 oiseaux et 3 chauve-souris

2023 : 13 oiseaux et 6 chauve-souris

A noter la pression de passage plus importante en 2023 et un suivi sur les 13 éoliennes en 2022 et 2023 (au lieu de 5 avant), ce qui biaise les comparaisons. On constate toutefois que les mortalités restent à un niveau important, ce qui est confirmé par les estimations de mortalités présentées dans le rapport de suivi : 366 mortalités d'oiseaux et 133 mortalités de chiroptères par an. À noter qu'il existe un biais fort sur la prédation et sur la prospectabilité du site. En effet, le site est majoritairement bordé de forêts.

Pour 2024, les chiffres bruts de mortalité sont les suivants : 9 chiroptères et 13 oiseaux (que passereaux). Une Noctule de Leisler fin 2024 tuée. Le rapport de suivi sera transmis à l'exploitant en avril 2025, pour transmission à la DREAL en juin 2025. L'exploitant indique que des propositions de mesures accompagneront la transmission.

Le rapport de suivi propose les pistes d'amélioration suivantes :

- éloignement de la lisière par rapport aux pales pour l'avifaune. L'exploitant indique qu'il existe une demande des services de la DDTM de replanter des arbres en lisière,
- modification du paramétrage du système de détection de l'avifaune (SDA). L'exploitant répond que les modifications des logiciels ont été faites afin d'améliorer le positionnement et la qualité des caméras.
- extension du bridage afin d'inclure l'aube et le crépuscule pour les chiroptères, extension de la période de bridage dès le 1^{er} avril, passage de 6,5 à 7 m/s pour la période septembre-octobre (et même juin et août au regard du rapport d'activités des chiroptères). L'exploitant répond que cela ne lui semble pas pertinent au regard de l'activité des chiroptères sur le parc,
- bridage dynamique en faveur de la protection des chiroptères sur les éoliennes E2 et E3. Il s'agit d'un dispositif encore assez expérimental, mais il existe une réflexion en interne en cours.

Au final, et alors que des mesures concrètes correctives avaient été demandées dès fin 2024, l'exploitant indique que le plan de bridage ne sera revu qu'à partir des résultats du suivi 2024. De plus, d'éventuelles autres mesures de réduction ne seront donc mises en œuvre qu'en cours d'année 2025 et ne couvriront une année entière qu'à partir de 2026.

Au regard des fortes mortalités, des suivis environnementaux (activité chiroptères et avifaune et suivi mortalités) sont demandés par l'Inspection au moins jusqu'en 2027.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- fournir la demande des services de l'État de replantation d'arbres en lisière,
- poursuivre les suivis d'activité et de mortalités jusqu'en 2027 inclus,
- mettre en place dès que possible le nouveau paramétrage du bridge chiroptères, à savoir : extension de la période de bridage dès le 1^{er} avril, passage de 6,5 à 7 m/s pour la période septembre-octobre
- transmettre le rapport de suivi 2024 et les propositions de l'exploitant dès que possible et au plus tard en juin 2025 pour application en cours d'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Aigle royal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,3

Thème(s) : Risques chroniques, Aigle royal

Prescription contrôlée :

Outre les suivis de mortalité de l'avifaune et des chiroptères prévus par les dispositions de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations. L'exploitant réalise également des suivis du comportement de l'avifaune incluant le suivi de l'Aigle royal. En cas de réussite de la reproduction de l'Aigle royal, un suivi spécifique est enclenché.

Les suivis sont mis en place dès le début de la construction du champ éolien pendant les cinq

premières années de fonctionnement de l'installation. Ils doivent couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.

Un bilan annuel du suivi spécifique des aigles royaux, qui devra permettre d'apporter les éléments de l'analyse prévue à l'article 2.3, est transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a réalisé des suivis du comportement de l'avifaune incluant le suivi de l'Aigle royal. Et en cas de réussite de la reproduction de l'Aigle royal, un suivi spécifique a été enclenché. Ce type de suivi a été réalisé de 2018 à 2021. Il n'y a pas eu de suivi en 2022. Un suivi a été réalisé en 2023 et en 2024.

Le suivi spécifique de l'année 2023 a été transmis et instruit lors de l'inspection de 2024.

Les résultats de la campagne d'observations 2022/2023 pour l'Aigle royal confirment que le parc éolien de Cabalas reste inclus dans le territoire du couple local, même si celui-ci s'est reproduit pour la troisième fois sur une nouvelle aire délocalisée au sud-ouest du parc éolien. En revanche, les falaises des anciennes aires (situées au nord du parc éolien) sont toujours fréquentées et très attractives pour l'espèce.

Le suivi de l'envol du jeune 2021 a permis de valider la réussite de la reproduction en 2021 sur l'aire du Puech de Banes sous le Plo del Cambre, ce qui confirme l'intérêt de cette nouvelle aire malgré deux échecs consécutifs en 2022 et 2023.

La fréquentation du plateau de Cabalas, de la combe de Gravezon et des falaises des mas et des aires au nord du parc reste importante malgré la délocalisation de l'aire en 2019, ce qui indique que le couple reste attaché à ce secteur. On ne peut exclure un retour sur ses aires historiques dans les années à venir.

Enfin, ce cycle annuel de suivi est marqué par la disparition du mâle adulte du couple qui a été remplacé par un jeune mâle, balisé également. Malgré ce remplacement rapide d'un partenaire, la reproduction a échoué après la ponte en 2023.

Les habitudes comportementales du couple n'ont pas l'air de changer avec ce nouveau mâle et les parcelles compensatoires gérées par ouverture de milieux pour la chasse de l'aigle sont toujours fréquentées.

Le suivi 2024 est en cours de finalisation et sera transmis à l'exploitant en avril/mai 2025 pour transmission à l'inspection des installations classées en juin 2025.

Le bilan demandé par l'article 2.1.3 de l'AP a été fait sous forme d'une note spécifique intitulé 'Note d'évaluation : Perte du territoire de chasse pour l'Aigle royal' datée du 5 septembre 2024. Cette note évalue la surface d'ouverture des milieux et fait le bilan de l'activité des Aigles Royaux situés à proximité du site. Il estime dans cette note que la surface de 15 ha, calculée pour l'ouverture des milieux est pertinente et n'a pas lieu d'être ré-évaluée. Enfin, l'exploitant estime qu'il n'y a pas de perte de fonctionnalité du site pour le couple d'Aigle royal.

L'exploitant estime que les surfaces de la mesure d'accompagnement sont suffisantes, notamment parce que les comportements des Aigles Royaux se sont modifiés au fur et à mesure. De plus, les SDA permettent aux Aigles de se rapprocher plus près des éoliennes. Toutefois, l'exploitant indique que les espaces forestiers peuvent effectivement être utilisés par les Aigles. Au regard de ces éléments, la non-conformité de l'AP de mise en demeure du 8 février 2023 relative à l'application de l'article 2.1.3 de l'AP du 18 juillet 2014 peut être levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- poursuivre les suivis d'activité et de mortalités jusqu'en 2027 inclus,
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Mesures d'accompagnement - gestion des milieux ouverts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place des mesures préventives d'ouverture et de gestion de milieux ouverts favorables à la chasse de l'Aigle royal sur une superficie équivalente à la superficie de la perte théorique de territoire de chasse liée à la présence du parc éolien. Un plan de gestion et de suivi de ces mesures est transmis à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Dans un délai de 3 ans et 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une analyse des résultats des suivis spécifiques prévus à l'article 2.1.3 visant à réévaluer la perte de territoire de chasse de l'Aigle Royal et proposera, le cas échéant, les mesures d'accompagnement supplémentaires qui pourront être fixées par un arrêté complémentaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le plan de gestion d'ouverture des milieux favorables à l'Aigle Royal daté du 17 mars 2023 et mis à jour fin 2024. Le choix du secteur semble être pertinent. Les conventionnements avec les propriétaires fonciers ont été réalisés.</p> <p>Les parcelles sont exploitées par gyrobroyage et en pâturage. Mais il y a tendance naturelle à la fermeture de milieu, ce qui implique des mesures de gestions régulières. La prochaine action est prévue à l'automne 2025.</p> <p>Il a été constaté sur site la mise en place de ces mesures d'ouverture de milieu et la pertinence de leur localisation par rapport au nid de l'Aigle Royal.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Continuer la gestion des milieux ouverts prévue par la mesure d'accompagnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SDA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2014, article 2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, SDA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le parc éolien est équipé de systèmes efficaces de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords des mâts et des pales des éoliennes sur 360 ° (vision artificielle ou autre technique disponible), adapté au vol et au gabarit de l'aigle royal. L'exploitant justifie que la détection mise en place permet de couvrir l'ensemble du parc éolien préalablement à sa mise en fonctionnement. Ces dispositifs de détection disposent des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. /.../ Le fonctionnement de ce dispositif, les seuils d'effarouchement et de mise</p>

à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisés dans une consigne écrite communiquée à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni une note technique du dimensionnement du SDA qui permet de répondre à la prescription. Concernant le fonctionnement du SDA au jour le jour, l'exploitant reçoit des alertes de BiodivWind et des devis pour gérer les dysfonctionnements courants. L'exploitant souligne la réactivité importante de BiodivWind pour remplacer et corriger les dysfonctionnements. A noter aussi que BiodivWind réalise une maintenance préventive annuelle sur ses équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir les éléments relatifs à la détection de 2 Circaètes Jean-le-Blanc au niveau des éoliennes E2 et E3 en 2023 par le SDA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : L'exploitant a fourni les BSD émis depuis 2022. Il est constaté que les BSD sont émis au nom du maintenancier ENERCON et pas au nom de la société exploitante du site, ce qui constitue une non-conformité par rapport à la réglementation de gestion des déchets. Le registre des déchets n'est pas non plus conforme aux exigences de la réglementation puisqu'il ne mentionne pas le producteur des déchets, mais uniquement l'expéditeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : OREOL et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, OREOL
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le

<p>numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les informations sur l'installation et sur les éoliennes sont correctement renseignées sur OREOL.</p> <p>Le format de désignation des éoliennes est le suivant : 0006605587_E1, ce qui ne correspond pas au format de désignation des éoliennes sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Action corrective à réaliser par l'exploitant sur OREOL pour faire correspondre le nom des éoliennes sur site avec ceux sur OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : Voie d'accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Voie d'accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté lors de la visite d'inspection que les voies d'accès sont carrossables et que les abords des éoliennes et des postes de livraison sont entretenus et propres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Accès à l'intérieur des éoliennes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non</p>

autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Il a été constaté que les accès aux postes de livraison et à l'éolienne E13 étaient correctement fermés à clés. A noter que les postes de livraison ont été dégradés lors de Rave-Party ayant eu lieu sur le site. L'exploitant prévoit un renforcement des mesures préventives pour l'accès aux postes de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Intérieur éolienne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Il a été constaté lors de la visite d'inspection que l'intérieur des postes de livraison et de l'éolienne E13 étaient propres et ne contenaient pas de matériaux combustibles ou inflammables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Extincteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Il a été constaté lors de la visite d'inspection la présence d'extincteurs dans les postes de livraison et dans l'éolienne E13. Ceux-ci ont été vérifiés en novembre 2024 par l'organisme de contrôle VERITECH.
Type de suites proposées : Sans suite